

DISCOURS DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA BELGIQUE

M. KAREL DE GUCHT

Session plénière du 5 décembre 2005

Conseil ministériel OSCE à Ljubljana

Monsieur le Président,
Chers collègues,

Tout d'abord, je voudrais remercier la Présidence slovène de l'excellent accueil à Ljubljana et de tous les efforts accomplis durant l'année.

Permettez-moi de rester plutôt bref dans mon intervention. En tant que futur président en exercice, j'aurai l'opportunité de m'exprimer à nouveau demain, à la fin de notre réunion.

Nous nous sommes réunis aujourd'hui notamment pour adopter plusieurs déclarations et décisions. C'est notre rôle en tant que Conseil ministériel de l'OSCE. Mais notre devoir dépasse la simple adoption de textes. Il nous revient aussi de reconfirmer notre attachement aux valeurs et aux engagements de notre organisation.

Créée il y a trente ans, elle doit s'adapter à des circonstances nouvelles qui, en outre, ne cessent d'évoluer. Il est de la plus haute importance que l'efficacité de l'organisation soit préservée et que tous les Etats participants y trouvent pleinement leur place.

Les principes de bases demeurent inchangés. Notre défi n'est donc plus de définir de nouveaux principes communs, mais bien de les appliquer dans la réalité quotidienne et d'édifier des institutions démocratiques propres à en garantir la mise en oeuvre. C'est une question de volonté et de responsabilité commune. Cette responsabilité est inscrite au cœur même de nos engagements et de notre organisation. C'est un élément essentiel de la sécurité et de la stabilité pour l'ensemble de la région. Tout le monde est gagnant dans ce processus.

La pertinence de l'OSCE ne se résume pas à la dimension des droits et des libertés. Les progrès réalisés dans la dimension politico-militaire et la dimension économique et environnementale n'enlèvent rien à la nécessité de maintenir et, en l'occurrence, de renforcer l'équilibre entre les trois dimensions, de sorte que l'OSCE puisse jouer pleinement son rôle. A ce sujet, je me réjouis du fait que nous avons choisi le transport comme thème central de notre travail dans la dimension économique, ceci sous l'angle de la coopération régionale et de la sûreté. Je me réjouis aussi de notre décision d'organiser un séminaire sur les doctrines militaires, dont la Belgique a accepté d'assumer la présidence.

Le risque d'un conflit militaire majeur ne plane plus sur l'Europe mais *d'autres menaces* sont apparues: terrorisme, criminalité organisée et transfrontalière, filières de migrations clandestines, trafics illicites en tous genres, y compris la traite des êtres humains.

L'Europe est globalement en paix, mais des conflits hérités du passé, essentiellement les conflits dits « gelés » menacent, faute d'une solution durable, l'équilibre sinon européen du moins sous-régional. Ces conflits constituent autant de dangers pour les démocraties naissantes et autant de sources de stagnation économique et de foyers de contagion. Les solutions passent avant tout par un accord entre les parties elles-mêmes et une volonté déterminée des principaux acteurs régionaux. Le rôle de l'OSCE est d'assister les parties dans la recherche, la facilitation, l'encadrement ainsi que dans la mise en œuvre d'une solution négociée.

Pour faire face au défi institutionnel de l'OSCE « un panel de personnalités éminentes » a été mis sur pied en 2005. Les résultats des travaux de ce panel et les consultations intenses qui ont suivi, ont produit un élan positif. Grâce à cet élan, le débat sur la réforme connaîtra un premier aboutissement lors de ce Conseil ministériel de Ljubljana

Notre conviction est que l'OSCE offre une valeur ajoutée et qu'elle contribue, comme aucune autre organisation, à la sécurité en Europe, grâce aux particularités qu'elle seule possède. Les pays d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie Centrale y partagent une approche unique de la sécurité en Europe, fondée sur la coopération entre partenaires égaux et qui intègre, dans leur concept de sécurité global, les dimensions politico-militaire, économique et écologique, et humaine.

Monsieur le Président, Chers collègues,

Notre réunion est un moment important. J'espère que les décisions qui nous prendrons seront le reflet de notre volonté de coopérer pour donner forme à cette vision commune de la sécurité européenne.